

# Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N° 27 | SEPT. OCT. 2011

→ DOSSIER SPÉCIAL JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE



## Apaiser l'angoisse scolaire des parents

Aiguisée par la crise, la course au diplôme met sous pression enfants et familles. Et si on imaginait une école plus accueillante et plus juste ?

## Éducation, d'autres choix sont possibles



Par **THIBAULT RENAUDIN**  
Secrétaire national de l'Afev

Temps de rencontres annuel de l'Afev, l'Université Européenne de l'Engagement a fermé ses portes fin août. Cette 8<sup>ème</sup> édition a joué un rôle essentiel pour les 500 personnes présentes, bénévoles, salariés et partenaires de notre association : celui « d'oxygéner de notre démocratie » et de « souffler d'optimisme ». Les nouvelles formes d'engagement ont été au cœur des échanges, pointant la nécessité d'une mobilisation la plus large possible contre les inégalités, y compris de ceux que François Dubet a désigné comme les « vaincus du système ». Autre idée fondatrice, exposée par Jacques Donzelot : cette dynamique d'engagement doit participer à transférer le pouvoir aux individus, dans une démarche d'empowerment, autrement dit de mise en capacité de tous. Ces trois jours de débat ont esquissé ce que seraient les fondations d'une société du « faire ensemble » souhaitée par Philippe Meirieu. La présence dans nos discussions de jeunes révolutionnaires de Tunisie et d'Égypte, mais aussi d'« Indignés » de Catalogne, ont fait de cette Université Européenne de l'Engagement le parfait lancement d'une année particulière pour l'Afev : celle du vingtième anniversaire de notre association ! Une année pour remercier l'ensemble des collaborateurs de l'Afev, salariés, jeunes en Service Civique qui se sont engagés à nos côtés en recrutant, depuis 20 ans, près de

124 000 étudiants bénévoles, parrainant autant de jeunes, au sein de 280 villes partenaires en France et à Barcelone. Quel autre exemple pour faire valoir que nos jeunes sont des ressources pour notre société, et non des sources de problèmes comme le laissent croire certains discours ?

Mais cette année ne sera pas qu'une année de célébration, elle sera aussi l'occasion pour l'Afev d'interpeller et de faire valoir des propositions dans une période électorale riche. Faire valoir une société de la confiance contre celle de la défiance, et le nécessaire engagement au service d'une société de l'empathie et de la coopération, à travers plusieurs thématiques comme la jeunesse, l'engagement, le territoire et bien sûr, l'éducation.

L'Éducation, voilà un des enjeux majeurs de cette année électorale : redéfinir un nouveau pacte entre notre société et son école. Depuis 1989, les rapports se succèdent pour pointer les difficultés de notre système et en particulier les difficultés d'acquisition des savoirs de base pour un nombre sans cesse plus important d'élèves. Notre baromètre annuel du rapport à l'école des jeunes des quartiers populaires pointe depuis maintenant quatre ans l'insupportable souffrance des élèves et le manque de sens que ce système

peut représenter pour eux. Manque de sens aussi pour notre société, qui laisse sortir chaque année 180 000 jeunes sans diplôme du système scolaire. Pourtant les enseignants ne déméritent pas et leur « héroïsme à faire tenir le système » dans des conditions souvent difficiles, comme l'indique François Dubet, soulève l'admiration.

Certains de nos partenaires européens ont fait d'autres choix en termes d'organisation de leur système éducatif. Leurs élèves ne développent pas le même rapport au savoir, et obtiennent de meilleurs résultats que les nôtres lors des enquêtes internationales. La place accordée à l'ensemble des acteurs (élèves, enseignants, parents, associations...) y est, il faut le dire, bien différente. Ils évoluent dans un système plus coopératif où le sens des apprentissages est aussi important que le bien être de l'élève.

Nous devons affirmer et renforcer la place de chacun dans une démarche volontariste en faisant le pari de la confiance apportée aux enseignants dans leur capacité d'enseigner, aux élèves dans leurs compétences d'apprentissage et aux familles dans leur capacité à accompagner leurs enfants.

Dans cette année électorale, faisons-nous un devoir de mobiliser contre l'échec scolaire, cette indignité qui touche un de nos jeunes sur cinq.

*Depuis 20 ans, l'Afev a mobilisé 124 000 étudiants bénévoles auprès de jeunes des quartiers populaires.*

→ RENCONTRE



CHAYMAA HASSABO  
UN VISAGE DU  
PRINTEMPS ARABE

PAGE 2

→ ENTRETIEN



PETER GUMBEL :  
« PARENTS, NE  
PANIQUEZ PAS ! »

PAGE 4

→ CAUSE



ÉCHEC SCOLAIRE,  
DES VILLES  
S'ENGAGENT

PAGE 5

→ INITIATIVE



QUAND LA CITÉ U  
S'OUVRE SUR LE  
QUARTIER

PAGE 7

ET AUSSI

- U2E, LES GRANDS TÉMOINS P. 2
- LE BUS EN MODE CITOYEN P. 7
- ÉMEUTES, DÉJÀ L'OUBLI ? P. 8

**afev** \*\*

L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour intervenir dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 330 quartiers d'intervention, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires. Leur principale activité est l'accompagnement individualisé dans les quartiers en difficulté.

## → UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE L'ENGAGEMENT



# INÉGALITÉS, LA MOBILISATION DOIT VENIR DES QUARTIERS

DU 23 AU 25 AOÛT, PRÈS DE 500 BÉNÉVOLES, SALARIÉS ET PARTENAIRES DE L'AFEV ONT PARTICIPÉ À LYON AU TEMPS ANNUEL DE RÉFLEXION ET D'ACTION SUR L'ENGAGEMENT. RETOUR SUR UNE ÉDITION TRÈS RICHE AVEC LES PAROLES DE TROIS GRANDS TÉMOINS.

Depuis 8 ans, l'Afev organise l'U2E, Université Européenne de l'Engagement. Durant la dernière semaine d'août, des jeunes engagés, des chercheurs, des partenaires associatifs et politiques, se retrouvent et débattent de la lutte contre les inégalités, de l'engagement de la jeunesse et du développement des territoires. En 2010, nous avons cherché à repérer et à comprendre les nouvelles formes d'inégalités sociales et avons fait la présentation d'expériences innovantes concourant au développement des territoires : en France, en Belgique, à Haïti, au Brésil.

Pour cette édition 2011, organisée à Lyon, nous avons fait le choix de traiter de la capacité d'agir de chacun, y compris dans les quartiers populaires où se concentrent ces inégalités. Autour de thématiques multiples : empowerment (individu et collectif), média, école, logement...

Nous avons adopté un nouveau format de travail, avec des allers-retours entre théorie et pratique, afin de conjuguer apports conceptuels de spécialistes et réflexion issue de la pratique, avec l'intervention de jeunes et de professionnels, de bénévoles et de salariés de l'association.

Chaque participant a amené sa contribution, et nous sommes heureux d'avoir vécu ces trois jours d'échange et de partage. Parmi les intervenants qui ont marqué cette édition, connus (François Dubet, Philippe Meirieu, Jacques Donzelot) ou moins connus, nous avons choisi d'extraitre trois témoignages venues de personnalités aux parcours et engagements bien distincts, mais qui, toutes, soutiennent le combat de l'Afev pour une société plus juste et plus engagée.

LES ÉQUIPES DE L'AFEV

## → EN DIRECT DES DÉBATS

## « UN PRINTEMPS DE SOLIDARITÉ »



**CHAYMAA HASSABO,**  
ÉGYPTIENNE,  
DOCTORANTE EN  
SCIENCES POLITIQUES

**Volontaires !** Quelle place ont occupé les jeunes dans la révolte égyptienne ?

**Chaymaa Hassabo** C'est une question difficile : on a beaucoup parlé des jeunes en les présentant comme un groupe homogène, avec les mêmes aspirations politiques, alors qu'il s'agit de différents profils de jeunes. Il y avait les militants : ce sont ceux qui ont initié la mobilisation, commençant souvent à s'intéresser à la politique avec la Palestine et la guerre en Irak. La politique égyptienne, ils s'y sont intéressés avec l'émergence du mouvement égyptien pour le changement en 2004. D'autres profils sont complètement différents : on a vu aussi des ultras (supporters de football) se mobiliser, et même des enfants d'hommes politiques du régime ; certains de classe sociale populaire, d'autres de classe aisée. Ces profils différents n'avaient pas forcément les mêmes aspirations pour la nouvelle Egypte. La jeunesse était une composante majoritaire à cette révolution d'abord parce que, démographiquement, la jeunesse c'est 50% de la population du pays. Les jeunes militants ont entamé les négociations avec les militaires, ils ont appelé à manifester. Mais personne n'a été seul leader de cette révolution. Oui ce sont les jeunes qui ont initié le mouvement, mais tout le monde a suivi, dès le début, parce que les problèmes touchaient toute la société et aussi grâce à l'espoir né de la révolution tunisienne.

**V !** Y-a-t-il un nouveau rapport des jeunes à la politique ?

**CH** Avant, le profil militant était un peu stigmatisé. Aujourd'hui, il y a eu une nouvelle vague de militants qui sont encore plus jeunes, entre 16 et 19 ans, par rapport aux premiers militants qui avaient plutôt entre 25 et 35 ans. Certainement, il y a aujourd'hui un nouveau rapport à la politique, une nouvelle conscience d'ailleurs assez impressionnante.

**V !** Qu'est-ce qui vous a le plus marqué ?

**CH** L'événement en soi a été exceptionnel. La chute de Moubarak c'était quelque chose, pour nos générations qui n'ont connu que lui. C'était impressionnant de voir tous ces gens unis autour d'une même chose. C'était une ambiance spéciale par rapport à ce que moi j'ai connu de l'Egypte, cette solidarité... L'image de l'Egypte c'est celle d'un pays peu organisé, où l'on ne respecte pas la file d'attente..., alors que durant le mouvement chacun respectait son tour, ramassait devant sa tente, certains enlevaient les déchets, d'autres distribuaient la nourriture... Et de manière spontanée, sans que personne ne s'accorde vraiment sur les règles.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARYLISE HÉDIN

## « LA FRACTURE ENTRE JEUNESSE ET PRESSE, UN ENJEU DÉMOCRATIQUE »



**NICOLAS DEMORAND,** JOURNALISTE,  
DIRECTEUR DU JOURNAL *LIBÉRATION*

**Volontaires !** Quel rôle la presse joue-t-elle dans la construction d'une société moins inégalitaire ?

**Nicolas Demorand** Les enquêtes montrent que les jeunes lisent de moins en moins, consomment de moins en moins d'information, et qu'une

fracture générationnelle s'instaure entre la tranche la plus jeune du lectorat et ceux qui bénéficient d'une info de qualité, avec tout ce que cela implique : un espace démocratique retrouvé, un espace public où les opinions peuvent se rencontrer.

Le parcours de la République depuis la Révolution française a toujours été accompagné par la presse et c'est la première fois qu'on se retrouve face à une telle disjonction entre l'espace démocratique et la production d'information. Le rôle du journaliste réside aujourd'hui dans le fait de faire prendre conscience de cet état de fait très particulier. Je suis heureux d'en parler avec un public qui, par son engagement, a une forte implication dans cet espace public... On devrait avoir beaucoup

de choses à se dire !

**V !** Le contexte économique des médias n'aide pas à ce retour à une information de qualité, ainsi que les bouleversements que provoque l'émergence de paroles citoyennes (blogs, médias citoyens...) qui foisonnent mais s'entrecroisent sans toujours faire corps. Comment se servir de ces évolutions sans se laisser dépasser par elles ?

**ND** Au départ de tout cela, on retrouve le phénomène Internet qui a remplacé la télévision et la lecture de la presse papier. C'est un outil phénoménal pour qui aime se documenter et échanger, mais le revers est l'explosion du modèle économique de la presse. Même les très grands journaux comme *The Guardian* connaissent la crise. Je n'ai toujours pas la solution qui permettrait d'utiliser toutes les ressources qu'offre Internet tout en créant un modèle pérenne de financement pour les rédactions qui produisent une information de qualité. Tout le monde cherche, et il y a un côté exaltant dans le fait que petits et grands médias se retrouvent au même niveau dans cette quête.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ESTELLE DUQUESNOIS (MAGAZINE NO DOGS)

## « DROITS ET CITOYENNETÉ : L'EUROPE EST UNE OPPORTUNITÉ »



**ROBERTO DI GIOVAN PAOLO,** JOURNALISTE ET SÉNATEUR ITALIEN

**Volontaires !** Vous avez été durant 14 ans secrétaire général de l'association des conseils des Communes et des Régions d'Europe.

Comment la citoyenneté européenne prend-elle vie ?

**Roberto Di Giovan Paolo** Aujourd'hui, on peut dire que nous avons une double nationalité : nous avons les droits d'un citoyen européen qui, dans certains pays, peuvent être supérieurs à ceux existant dans notre pays d'origine. Par exemple le Parlement européen a demandé à chaque pays membre d'unifier les droits des salaires minimums - et ce n'est pas seulement avec les questions de « travail ». Si tu n'as pas un salaire minimum, tu ne peux pas participer à la citoyenneté de ton pays, de ton village, donc tu ne participes pas à la citoyenneté européenne. Harmoniser les lois permet d'améliorer la situation dans chaque pays ; l'Europe devient un lieu d'opportunité. Mais cette unification n'est pas une homologation, nous gardons chacun notre identité, française, italienne... Simplement une autre identité s'ajoute et donne de nouvelles possibilités. Il s'agit d'un défi important pour les

générations à venir, que je crois déjà bien plus ouvertes que dans le passé.

**V !** Au niveau européen, quels moyens mettre en place pour faciliter l'engagement de la jeunesse ?

**RDGP** En premier lieu, nous avons besoin d'une meilleure connaissance des opportunités apportées par l'Europe. Beaucoup de programmes communautaires sont ouverts à la participation des citoyens et des associations. Certains réunissent des associations de 5 ou 6 pays, qui travaillent ensemble sans la médiation de leur Etat national. C'est un moyen de construire des liens sociaux et de confronter les méthodes pour améliorer les actions de chaque association, dans chaque pays. Je crois que ça c'est un moyen de créer une sorte de diplomatie populaire, qui n'a pas besoin de ministère des Affaires étrangères... Cela revient à créer des liens entre les populations européennes qui, ne l'oublions pas, avaient passé des centaines d'années à se combattre.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARYLISE HÉDIN



## DOSSIER

POUR LA QUATRIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, L'AFEV ORGANISE LA JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE (JRES), AUJOURD'HUI PORTÉE PAR UNE VINGTAINÉ D'ORGANISATIONS ET AUTANT DE GRANDES VILLES. CHAQUE ANNÉE PRÈS DE 180 000 JEUNES SORTENT DE L'ÉCOLE SANS DIPLÔME : IMPENSABLE GÂCHIS HUMAIN ET MATÉRIEL, QUI LAISSE DE NOMBREUX PARENTS, ENFANTS ET ENSEIGNANTS EN SOUFFRANCE.

CETTE ÉDITION 2011 S'INTÉRESSE PLUS PARTICULIÈREMENT AUX FAMILLES FACE À LA PRESSION SCOLAIRE : ET SI, POUR ASSURER À CHAQUE ENFANT L'ÉDUCATION À LAQUELLE IL A DROIT, LE SYSTÈME SCOLAIRE FRANÇAIS SE FAISAIT PLUS ACCUEILLANT ET PLUS PARTICIPATIF ?

# ÉCOLE ET FAMILLES POPULAIRES, LE GRAND MALENTENDU

LES PARENTS ISSUS DE MILIEUX MODESTES NE MISENT PAS MOINS QUE LES AUTRES SUR LE DIPLÔME, SOULIGNE PIERRE PERIER, SOCIOLOGUE ET MAÎTRE DE CONFÉRENCE À L'UNIVERSITÉ RENNES II. MAIS L'INSTITUTION SCOLAIRE, PRENANT PEU EN COMPTE LES SPÉCIFICITÉS DES PUBLICS, ENFERME DANS LA MÉFIANCE OU LA RÉSIGNATION LES FAMILLES LES MOINS ARMÉES DANS LA COMPÉTITION SCOLAIRE. PIERRE PERIER SERA L'UN DES INTERVENANTS DU DÉBAT PARISIEN LE 21 SEPTEMBRE 2011.



L'école a pris dans la vie des familles, et singulièrement des familles populaires, une place qu'elle n'avait jamais occupée auparavant. La durée des études et les espoirs placés en elles ont fortement progressé dans les milieux les plus modestes qui nourrissent de nouvelles ambitions pour l'avenir de leurs enfants. Si tous les parents se sont bien emparés de cet enjeu, ceux des milieux populaires ou issus des immigrations récentes disposent plus rarement des ressources efficaces, tant économiques que culturelles (et scolaires), pour offrir les meilleures chances de réussite à leur progéniture.

Ces parents perçoivent les signes et attentes de l'école, ou des enseignants en particulier, mais doutent du soutien ou de la réponse qu'ils pourront apporter. Leurs propres souvenirs scolaires marqués par un sentiment d'échec plus ou moins vif ajoutent à leur

prise de rendez-vous, messages écrits.), à supposer qu'ils maîtrisent la langue française elle-même. Dans l'ordre des apprentissages, la meilleure volonté dont ils font preuve pour dit-on, « suivre la scolarité » de leurs enfants, ne suffit pas. On assiste précocement à une forme de décrochage scolaire parental, dès le niveau élémentaire, qu'il s'agisse des savoirs ou des méthodes enseignés en classe (une enquête récente a montré que 50 % des mères non diplômées « se sentent dépassées » pour aider leur enfant scolarisé en primaire). Dans ce contexte, la charge des devoirs devient rapidement pénalisante et les difficultés rencontrées pour aider l'enfant ne font qu'aggraver celles que ce dernier connaît déjà en classe, au risque de les voir définitivement s'installer et s'amplifier. Quant à la fonction éducative qu'ils entendent pleinement exercer, elle n'entre pas toujours en concordance avec les modèles des enseignants comme le montre, par exemple, la critique des modes d'exercice de l'autorité avec des parents jugés ou trop sévères ou trop laxistes.

Ainsi, les formes et le sens de l'investissement de ces familles dans la scolarité ne sont pas nécessairement perçus, compris ni reconnus par l'école qui tend à disqualifier certaines catégories de parents ou à les rendre invisibles et sans « voix ». Au travers d'un partenariat (présenté comme tel) institué et contrôlé normativement par

l'école, celle-ci postule une égalité entre les parents qui, en réalité, n'existe ni dans les pratiques ni dans les « bénéfiques » que les uns et les autres peuvent en retirer, que ce soit sur le plan des relations avec les enseignants ou de l'aide scolaire directe ou indirecte apportée à l'enfant. Ce faisant, l'école opère une sélection implicite des parents capables d'honorer le rôle qu'elle leur demande implicitement d'endosser, au risque de conforter les plus favorisés et de dévaloriser voire de stigmatiser les figures les moins conformes.

D'ailleurs, les relations entre les familles et l'école sont source de fréquents malentendus ou de désaccords qui ne relèvent pas seulement d'un enjeu de communication. Ils procèdent dans bien des cas d'un différend, difficile à surmonter lorsque les règles de l'échange ne sont pas partagées, que les rôles ne sont pas précisément définis ni compris, que les références éducatives et culturelles divergent fortement. Les difficultés d'apprentissage de l'enfant ou un problème de comportement ne font alors que révéler les impensés et impasses d'un système de relation et d'attentes qui affaiblit voire désoriente nombre de familles.

### DÉPASSER LES MÉFIANCES

Ces familles sont-elles pour autant désinvesties ou démissionnaires ? En se décentrant du prisme institutionnel, plusieurs logiques permettent d'éclairer autrement le sens de la distance qui peut s'établir entre les parents et l'école. Les uns accordent leur confiance à l'école de la République et à ses enseignants qui oeuvrent non seulement à une égalité des chances scolaires entre élèves mais une égalité des statuts et des droits des usagers. Ils attendent, s'obligeant à une disponibilité bienveillante, d'être informés par l'école et leur norme consiste à ne pas intervenir, c'est-à-dire à ne pas s'immiscer, selon eux, dans l'activité des enseignants. Les interpellés (ou les « convoqués ») tardivement dans l'année peut alors déclencher une certaine appréhension voire une inquiétude. Suivant une seconde logique, les parents sont confrontés aux difficultés d'apprentissages persistantes de leur(s) enfant(s) et ils oscillent entre critique et fatalisme. Dans un cas, le moins fréquent, ils pointent les manquements de l'institution (qui ne donne pas suffisamment de moyens) ou de tel ou tel enseignant trop peu attentif à l'égard de certains élèves voire discriminatoire dans ses pratiques. Le plus souvent, les parents

expriment un sentiment d'impuissance face à ce qui, selon eux, découle du caractère de l'enfant ou des lois de la nature qui les a inégalement disposés à se couler dans la forme et la culture scolaires. Dès lors, ils ne perçoivent plus les « bénéfiques » qu'ils peuvent attendre d'une coopération renforcée avec les enseignants.

Enfin, une troisième figure de parents vise à se protéger des jugements de l'école qui les culpabilisent et les humilient parfois. En effet, ce que les enseignants disent des élèves, de leurs performances scolaires ou de leur comportement, atteint souterrainement l'identité des personnes et les qualités éducatives des parents, de la mère en particulier. Pris dans ce processus, ces derniers se préoccupent de défendre leurs prérogatives en matière d'éducation et, au-delà, de préserver une dignité mise à mal. Alors que l'institution scolaire cherche des « alliés », les parents disqualifiés peuvent au contraire « faire bloc » défensivement avec leur enfant, suivant une « stratégie de survie familiale ».

L'idéal d'égalité face à l'école échoue à prendre en compte la diversité croissante des élèves, des familles et des contextes de scolarisation des quartiers populaires. L'enjeu du lien entre les parents et l'école, c'est-à-dire de la division des rôles et responsabilités, suggère d'en repenser les fondements et modalités afin d'en améliorer les effets auprès des élèves qui, précisément, en auraient le plus besoin. Autrement dit, l'attention portée aux différences ne doit pas conduire à juger normativement de certaines catégories de parents, de ce qu'ils font ou de ce qu'ils sont. Elle a, au contraire, vocation d'une part, à faire reconnaître leurs formes d'expression et de contribution à la scolarité de leur progéniture et, d'autre part, à suivre un principe de justice qui jamais ne les désavantage ou mieux, contribue à améliorer leur position et les chances scolaires de leurs enfants.

*L'idéal d'égalité des parents face à l'école échoue à prendre en compte la diversité croissante des élèves, des familles et des contextes de scolarisation.*

« peur » face à l'école. Celle-ci n'est au fond que l'expression d'un rapport de domination où ils redoutent le rapport dissymétrique avec l'institution et ses agents.

### UN JEU DE RÔLES INÉGAL

En effet, les parents de milieux populaires sont loin de partager, comme une évidence, les normes et codes de communication que l'école leur impose au travers de ses dispositifs, supports et modalités de rencontre (réunion,

## → REPORTAGE

## MAMANS ET ENFANTS, LE PLAISIR D'APPRENDRE ENSEMBLE

DANS UNE ÉCOLE MATERNELLE D'ANGERS, LES MÈRES NOUVELLEMENT ARRIVÉES EN FRANCE SONT INVITÉES À PARTICIPER, AVEC LEURS ENFANTS, À UN ATELIER CONVIVIAL AUTOUR DE L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS. L'OCCASION DE NOUER UN AUTRE RAPPORT À L'ÉCOLE.

Une fois par semaine à l'école maternelle Paul Valéry d'Angers, une dizaine de mamans et leurs enfants scolarisés en petite section jouent les prolongations après la sortie des cours. Le temps de partager un goûter et l'atelier, animé par les bénévoles de l'Afev peut commencer : sous forme de chants et de jeux, les enfants sont incités à nommer des couleurs, des aliments, des objets. « Le principe de l'atelier c'est que les enfants puissent réexploiter le vocabulaire vu en classe auprès de leurs parents, alors qu'on se rend compte que ces familles, toutes nouvellement arrivées, ne vont parler à la maison que leur langue d'origine », explique Tiphaine Poiraudou, responsable de projet pour l'Afev. Bien loin d'être simples spectatrices, les mères sont invitées à participer à ces jeux lexicaux : si elles maîtrisent parfois mal le français, toutes se prêtent au jeu. « Si la maman connaît quelques mots, ça peut permettre d'échanger ensemble, et la maman est souvent très fière et contente d'apprendre avec son enfant », relève Nicole Curie, la directrice de l'école Paul Valéry.

Autre objectif de l'atelier mamans/enfants : faire évoluer le lien entre familles et école pour qu'il soit plus direct et plus

riche. « Dans ce quartier, les parents ont souvent du mal à communiquer avec l'école et les enseignants, et de façon générale à accompagner leurs enfants dans une scolarité dont ils ne maîtrisent pas les règles : dans cet atelier on leur propose de venir travailler avec nous, et on peut leur faire passer tout un tas de messages », se félicite Luc Belot, adjoint au maire d'Angers en charge de l'éducation.

Si certaines mamans ont d'abord hésité à participer à l'atelier, l'équipe de l'Afev, aidée de l'école et de la mairie, a su vaincre les résistances : un premier document d'information a été rédigé dans plusieurs langues (russe, turc, peul, arabe...) puis une réunion d'information organisée avec des interprètes. Débutée à la Toussaint, l'action a vite porté ses fruits dans le rapport à l'école des familles, remarque la directrice de l'école : « Les mamans nous accompagnent plus volontiers aux sorties scolaires, et se sentent plus à l'aise, reconnues. Rien que pour ça, je pense que la communication et le contact créés par l'atelier sont intéressants. »

PAUL FALZON-MONFERRAN



Les citations de cet article sont tirées du reportage réalisé par les équipes de curiosphere.tv (webTV éducative de France Télévisions), et disponible sur le site de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire.

→ [www.refusechecscolaire.org](http://www.refusechecscolaire.org)

## → POINT DE VUE

## QUAND LA PRESSION SCOLAIRE MET À L'ÉPREUVE LA STRUCTURE FAMILIALE

L'IMPACT D'UN MAUVAIS BULLETIN OU D'UN REDOUBLEMENT N'EST PAS QUE SCOLAIRE : LE SENTIMENT D'IMPUISSANCE QU'ILS PEUVENT FAIRE NAÎTRE CHEZ LES PARENTS COMPLIQUE ENCORE L'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS DANS LEUR PARCOURS.

En France, le diplôme a un poids tel qu'il est plus que jamais indispensable tant pour s'insérer dans la vie professionnelle que pour y évoluer. Tous les parents, y compris ceux de milieu populaire, ont intégré l'impérieuse nécessité pour leurs enfants d'obtenir un diplôme, perçu souvent comme l'unique levier potentiel d'ascension sociale : l'école constitue, pour les familles populaires, leur unique recours. Aussi, la réussite scolaire de leurs enfants devient-elle une préoccupation majeure. Symétriquement la perspective de l'échec scolaire ou de la sortie sans diplôme de son enfant est vécue comme une source d'angoisse pour chaque parent. Pourtant, 180 000 jeunes issus majoritairement des milieux sociaux les moins favorisés quittent chaque année le système sans diplôme.



Face à cette pression, les parents vont développer, à leur mesure, en fonction des « ressources » dont ils disposent (ressources économiques, éducatives, culturelles) des stratégies pour tenter de « garantir » le succès scolaire de leur enfant : recherche du meilleur établissement, pression sur les équipes éducatives, recours à des officines de soutien scolaire qui spéculent et prospèrent sur le marché de l'angoisse scolaire, inscription des enfants à des stages de renforcement pendant les vacances...

**UNE COURSE À « L'ARMEMENT SCOLAIRE » INÉGALITAIRE ET INEFFICACE**

Cette « course généralisée à l'armement scolaire » est non seulement très inégalitaire socialement, mais aussi très inefficace, voire contre-productrice, comme le montrent les études de comparaison internationale de type Pisa, ou les études de l'OCDE concernant la souffrance scolaire des élèves en France.

Les familles de milieu populaire à faible capital scolaire, habitant les zones urbaines les moins favorisées, scolarisant leurs enfants dans des établissements de plus en plus socialement homogènes sont les grandes perdantes de cette escalade dans la concurrence scolaire.

Si l'implication des parents dans le suivi de la scolarité de leur enfant est importante, elle ne va pas de soi pour certains parents ne maîtrisant pas les codes scolaires ou tout simplement l'écrit. Les moyens dont disposent les familles pour « prendre leur place au sein de la communauté éducative », comme le propose la loi d'orientation sur l'éducation de 1989, sont inégaux car cette implication pose comme double préalable légitimité et disponibilité (psychologique, matérielle...).

Il est plus aisé, on le sait, de prendre toute sa place comme « parent d'élève », d'accompagner son enfant dans sa scolarité, de fréquenter la bibliothèque ou de bénéficier de l'offre socio-culturelle de sa ville... quand on possède un capital culturel et scolaire élevé, quand on est dans un rapport positif aux apprentissages, quand on est en emploi stable, quand on dispose d'un logement décent, etc.

Lorsque leurs enfants manifestent des difficultés à l'école, toutes les familles n'ont pas les moyens, ne se donnent pas l'autorisation d'interpeller l'école, ou de trouver les recours (internes ou externes) pour que ces difficultés soient prises en

charge dès le moment où elles apparaissent. Certains parents constatent, ainsi, impuissants, le décrochage progressif de leur enfant. Ils se sentent directement responsables de la situation faute de pouvoir y remédier.

Dans ce contexte, la difficulté scolaire devient une mise à l'épreuve de la structure familiale. Les mauvaises notes, les annonces de redoublement ou d'orientation subie... peuvent provoquer des tensions voire des ruptures intra-familiales.

Côté parents, ce qui est vécu comme une « impuissance scolaire » contribue à les dévaloriser à leurs propres yeux et aux yeux de leurs enfants et peut rendre difficile l'exercice de l'autorité.

Côté enfants, ces tensions familiales s'ajoutent à la pression scolaire déjà exercée par l'institution et créent un cercle négatif qui réduit encore davantage les chances de réussite scolaire, voire même risquent d'accentuer, à terme, le décrochage scolaire pour ceux d'entre eux qui sont en réalité les plus fragiles.

**POUR UNE ÉCOLE DE LA CONFIANCE**

Notre 4<sup>ème</sup> édition de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire (JRES), se focalisera sur les effets néfastes de la pression scolaire sur les familles. Nous aborderons cette question par trois angles de réflexion : la pression de la réussite scolaire, la question de la légitimité de toutes les familles dans le suivi de la scolarité et l'impact de la tension scolaire au sein de la sphère familiale.

Nous avons pointé lors de la précédente Journée du Refus de l'Échec Scolaire à quel point la confiance en soi des enfants était un élément indispensable pour leur réussite scolaire. Celle-ci passe aussi par une relation de confiance entre les familles et les équipes éducatives, ce qui suppose d'apaiser l'angoisse scolaire des parents.

C'est en instituant une école de la confiance, une école qui apparaît aux équipes éducatives, aux familles et aux élèves comme leur bien commun que nous rendrons notre système éducatif plus serein et, de ce fait, plus performant et plus juste.

CHRISTOPHE PARIS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AFEV

→ Retrouvez les contributions des partenaires de la journée sur [www.refusechecscolaire.org](http://www.refusechecscolaire.org)

## → RENCONTRE



## « PARENTS, NE PANIQUEZ PAS ! »

ANCIEN CORRESPONDANT DU *TIME MAGAZINE* EN FRANCE, ENSEIGNANT À SCIENCES PO, PETER GUMBEL EST L'AUTEUR DE « ON ACHÈVE BIEN LES ÉCOLIERS » UN OUVRAGE QUI PORTE UN REGARD CRITIQUE SUR LE SYSTÈME ÉDUCATIF FRANÇAIS. IL SERA L'UN DES INTERVENANTS DU DÉBAT PARISIEN DE LA JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE.

**Volontaires !** Y a-t-il trop de pression scolaire en France, sur les enfants, sur les parents ?

**Peter Gumbel** YES ! Nous avons avant tout un problème de lourdeur, l'année des écoliers français est très longue : seul le Mexique peut se vanter de compter plus de jours que la France. Dans les pays scandinaves, le temps scolaire est réduit de 30 % alors que leurs performances scolaires sont meilleures.

Ensuite, le programme est très répétitif, très ennuyeux. Pour reprendre la formule de Richard Descoings dans son rapport sur le lycée nous sommes entre l'ennui et l'effroi, ça résume assez bien l'esprit de l'école française qui manque cruellement de ludique, de passionnant...

Enfin, les écoliers en France n'aiment pas beaucoup l'école, ils ne s'y sentent pas chez eux, le sentiment d'appartenance est très faible : c'est aussi une des caractéristiques du système français.

Quant aux parents, ils ont bien compris que sans diplôme on n'est rien. C'est ce qui fait que les enjeux de l'école sont si importants. C'est comme si toute la vie d'un jeune se jouait à 15 ou 16 ans !

Les parents paniquent s'il y a un problème parce que ça leur paraît irrattrapable. Dans d'autres systèmes éducatifs, quand on rate sa scolarité, il y a d'autres possibilités... En France, pour être assistante vétérinaire, il faut un diplôme.

D'où la pression que mettent les parents à leurs enfants. Même moi ! Ma fille de 14 ans me dit : « Arrête de me stresser papa ; tu as écrit un bouquin là-dessus ! ». Nous avons collectivement intériorisé cette logique de la performance.

**V** Face à ce constat, quelles pistes donneriez-vous ?

**PG** Nous devons arrêter de ne voir en l'école qu'un lieu de transmission des savoirs. Bien sûr que l'école doit faire ça, mais elle doit aussi ouvrir le champ des possibles, travailler en faveur du développement personnel de chaque enfant, de son épanouissement. Il faut reconnaître et valoriser les talents des élèves. Le rôle de l'école c'est aussi de mettre l'enfant « en appétit », si on développe ça chez l'élève au début de son parcours, ça l'accompagnera toute sa vie et lui permettra de réussir.

**V** Quels conseils donneriez-vous aux parents ?

**PG** J'ai dit à tous les parents que j'ai rencontré autour de la rédaction de mon livre : avant tout détressez-vous ! Sinon vous devenez vous-mêmes facteur de stress.

N'envisagez pas l'école comme un OVNI ou une forteresse, prenez-y votre place. Il faut avant tout créer du lien. Une des choses les plus problématiques dans l'école française c'est cette politique du « rideau de fer » dont souffrent aussi les profs.

Dans les quartiers populaires, ça ne suffit pas. Là, c'est vraiment le rôle de l'école d'aller au devant des familles les plus défavorisées, leur dire : vous êtes les bienvenues, nous sommes du même côté ! J'ai rencontré beaucoup d'équipes enseignantes qui ont créé des ponts avec les parents... et ça marche ! Malheureusement, de telles expériences sont encore à la marge.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
EUNICE MANGADO-LUNETTA

## → À TRAVERS LA FRANCE

## DES VILLES AU CŒUR DE LA MOBILISATION

DEPUIS L'ÉDITION 2010, UNE VINGTAINÉ DE VILLES ONT REJOINT LE RÉSEAU DES VILLES PARTENAIRES DE LA JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE, GAGE DE LEUR ACTION CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE ET DE LEUR SOUTIEN AUX PUBLICS LES PLUS FRAGILES. LES MAIRES DE PERPIGNAN, NANTERRE ET DU 20<sup>E</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS EXPLIQUENT LES RAISONS DE CET ENGAGEMENT.



### UNE JOURNÉE POUR ÉCHANGER SUR LES BONNES PRATIQUES

→ JEAN-MARC PUJOL, Maire de Perpignan

La conjonction entre les missions de l'Éducation Nationale et celles des autres partenaires éducatifs est indispensable pour lutter contre

l'échec scolaire. Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants et ils sont des interlocuteurs incontournables afin de faire progresser, évoluer les pratiques éducatives. La réussite scolaire est à l'heure actuelle une source d'angoisse pour tous les parents ; il est nécessaire que la Ville de Perpignan puisse proposer un accompagnement éducatif de qualité et complémentaire aux actions de l'Éducation nationale, sur l'ensemble des temps de vie de l'enfant.

Le réseau des villes partenaires de la JRES doit permettre d'échanger les bonnes pratiques pour développer les projets de réussite éducative ou de rester force de proposition face à l'éventualité de changements des rythmes scolaires, où la place des collectivités va constituer un véritable enjeu éducatif...

Le 21 septembre, avec l'Afev, la Ville organisera une rencontre entre les partenaires éducatifs et les familles du quartier Vernet Salanque. Nous prendrons connaissance du baromètre national et nous engageons un débat avec les familles et les professionnels. L'après midi se clôturera par un temps convivial.



### UN SERVICE PUBLIC QUI DOIT RETROUVER SA FORCE EN SE METTANT À L'ÉCOUTE

→ PATRICK JARRY, Maire de Nanterre

L'éducation doit être un moyen de donner à tous les enfants les mêmes chances de s'instruire, et de devenir progressivement acteurs du monde dans lequel ils vivent. L'échec scolaire est, a contrario, ce qui défait les sociétés en renforçant les inégalités, et en confortant un fort sentiment d'injustice. Or, depuis plusieurs années déjà, l'échec scolaire ne cesse de progresser en France, et Nanterre, bien entendu, n'échappe pas à ce constat national : les élèves « décrochent » de plus en plus tôt, sortent du système scolaire sans qualification...

La lutte contre l'échec scolaire est un combat qu'il faut mener à plusieurs. Je crois, en règle générale, que la concertation favorise l'émulation, et donc l'ingéniosité. Il faut apprendre de nos pratiques respectives, il faut échanger sur la base des constats faits par les uns et les autres, il faut

écouter ce que les professionnels de l'éducation, mais aussi les familles, les jeunes et les élus ont à dire sur ce sujet. L'éducation est un service public qui doit retrouver de sa force en se mettant à l'écoute de l'ensemble des acteurs de la société.

Le 21 septembre, nous proposerons aux parents une rencontre en relation avec le thème de cette année, la pression scolaire : comment la perçoivent-ils ? Quelles conséquences a-t-elle, selon eux, sur le parcours scolaire de leurs enfants ? Quels sont ses impacts dans la sphère familiale ? Un professeur en sciences de l'éducation de l'université de Nanterre sera présent. Notre objectif est de mieux accompagner les familles et de leur présenter les interlocuteurs à leur disposition dans la ville : services publics, associations, centres socio-culturels, etc. Je les espère nombreux à ce rendez-vous qui aura lieu à l'Agora à Nanterre.



### UN COMBAT AU QUOTIDIEN

→ FRÉDÉRIQUE CALANDRA, Maire du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris

Je suis fière que la Mairie du 20<sup>e</sup> arrdt soit, pour la quatrième année consécutive, partenaire de la Journée du Refus de l'Échec Scolaire.

Ce temps de réflexion est l'occasion pour les professionnels de l'éducation, les bénévoles de l'Afev et les militants de l'éducation dont je suis, d'échanger et de prendre un peu de recul sur leurs pratiques auprès des élèves. Lutter contre l'échec scolaire, est un combat du quotidien. Il passe pour moi par le soutien financier aux projets pédagogiques

des enseignants, par le souci permanent d'une sectorisation vecteur de mixité sociale ou par l'ouverture d'un centre pour collégiens exclus temporairement de leur établissement dans l'arrondissement.

Mais lutter contre l'échec scolaire c'est aussi prendre le temps d'y réfléchir et d'en chercher les causes et antidotes. La Journée du refus de l'échec scolaire répond donc à l'unisson à ces actions de terrain de tous les acteurs au quotidien.

## Chiffres

### DEUX ENQUÊTES EXCLUSIVES

Chaque année depuis 2008, l'Afev, en collaboration avec Trajectoires-Reflex, publie le « Baromètre du rapport à l'école des enfants des quartiers populaires ».

Quelques chiffres marquants de cette édition 2011 du Baromètre :

- Aimes-tu aller à l'école/ au collège ?	
Je n'aime pas du tout	10 %
Je n'aime pas trop	17 %
J'aime un peu	47 %
J'aime beaucoup	27 %

- As-tu le sentiment que ton (tes) enseignant(s) s'intéresse(nt) à toi ?	
Oui	64%
Non	36%

Méthodologie : 751 enfants de quartiers d'intervention de l'Afev, interrogés par questionnaire d'avril à juin 2011

En complément du Baromètre, une enquête sur le ressenti des familles des quartiers populaires face aux questions scolaires sera dévoilée le 21 septembre.

Cette enquête, réalisée auprès de 600 parents d'enfants accompagnés par l'Afev dans les zones prioritaires nous permettra de mieux comprendre comment les familles des quartiers appréhendent l'école et les enjeux autour de l'échec scolaire.

Quelques chiffres de l'enquête menées auprès des familles :

- Souhaiteriez-vous pouvoir parler plus souvent avec le maître/la maîtresse ou l'un des enseignants de votre enfant ?	
Oui	50,9%
Non	49,1%

- Etes-vous parent délégué dans l'école/ le collège de votre enfant ?	
Oui	5,2%
Non	94,8%

Méthodologie : 598 familles d'enfants accompagnés par l'Afev, interrogées par téléphone en juin 2011

→ Retrouvez l'intégralité des interviews sur [www.refusechecscolaire.org](http://www.refusechecscolaire.org)

## → TÉMOIGNAGES

## « MON FILS S'EST ÉPANOUI QUAND J'AI ARRÊTÉ DE LUI METTRE LA PRESSION »

À MARSEILLE, DES PARENTS D'ENFANTS ACCOMPAGNÉS PAR L'AFEV PRENNENT LA PAROLE POUR RACONTER LEURS DIFFICULTÉS - MANQUE DE COMMUNICATION AVEC L'ÉCOLE, INCOMPRÉHENSION DES DEMANDES DES ENSEIGNANTS - MAIS AUSSI LEURS RÉUSSITES.

Problèmes de communication avec les équipes enseignantes, peur du décrochage, conscience de l'excès de pression scolaire exercée sur les enfants : les ateliers de parole organisés à Marseille pour l'édition 2009 de la Journée du refus de l'échec scolaire mettaient en évidence un malaise face à une institution dont ils attendent un meilleur avenir pour leurs enfants autant qu'ils la redoutent. Extraits.

## « Dur de parler aux enseignants »

On a beaucoup de difficultés pour parler de nos enfants aux professeurs. Les enfants ne comprennent pas bien les leçons. J'ai peur que mes enfants ne trouvent pas de bon métier. Il faut penser à nous, nous aider à trouver une solution pour que nos enfants fassent quelque chose de bien.

## « Toute seule, je n'y arriverai pas »

J'ai quatre enfants à l'école. Il y a moins de violence à l'école primaire, mais quand ils vont aller au collège, j'ai peur qu'ils fassent comme les autres. C'est aux parents et

aux professeurs de trouver ensemble des solutions. Toute seule, je n'y arriverai pas. Si mes enfants font n'importe quoi, il faut que les enseignants me contactent.

## « Le collège envoie des lettres à des parents qui ne savent pas lire »

Le collège envoie des lettres aux parents, mais beaucoup ne savent pas lire. Et s'ils demandent à leurs enfants de leur lire, ils ne diront pas la vérité. Je dis qu'il faut que les parents appellent le collège pour prendre rendez-vous, qu'ils y aillent une fois par mois pour savoir si leur enfant va à l'école.

## « Le rythme était trop rapide »

Quand mon fils était au CP, je pensais que le corps enseignant ne savait pas s'occuper de lui. Il voulait apprendre, mais le rythme était trop rapide pour lui. Ensuite on lui a fait redoubler le CE1 car ça n'allait toujours pas. Jusque là, je lui avais mis beaucoup de pression pour qu'il travaille et qu'il ait des bonnes notes. À son entrée au CE1, sur les conseils du centre social, je ne lui ai rien dit,

je l'ai laissé faire. Là, dès le 1er trimestre, ça a commencé à bien se passer en classe. Mon fils s'est épanoui tout seul parce que j'ai arrêté de lui mettre la pression

## « Je ne comprenais pas les devoirs »

Avant, les enfants me montraient leurs devoirs mais je ne comprenais pas, il fallait attendre que leur père rentre du travail sauf qu'il n'a pas beaucoup de temps. Je devais trouver une solution, alors j'ai pris des cours de français pour aider mes enfants.

## « Mon fils n'aura pas la chance d'avoir aimé son parcours scolaire »

Mes enfants n'ont plus envie d'aller à l'école. Ils apprennent parce qu'ils doivent apprendre. On dit : mon fils a réussi, il a eu le bac, il a un métier, mais il n'y a pas ce petit truc qui fait qu'il a réussi un parcours parce qu'il l'a aimé, qu'il a retenu quelque chose. Il n'y aura pas cette réussite là. C'est ça que j'aimerais qu'ils acquièrent, mais je ne sais pas comment faire.

## → INTERNET

## DEUX SITES AU SERVICE D'UNE MÊME CAUSE : LA LUTTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

→ [www.refusechecscolaire.org](http://www.refusechecscolaire.org) site de la journée qui met à disposition les contenus et outils d'animation de la journée afin que parents, enseignants, acteurs associatif, élus d'une collectivité... puissent aussi faire vivre la Journée du Refus de l'échec Scolaire dans leur école, leur quartier, leur ville.

Le débat parisien, avec Boris Cyrulnik, Pierre Périer, Peter Gumbel et bien d'autres, sera retransmis en direct sur le site le 21 septembre. La captation sera mise en ligne à partir du mois d'octobre. Retrouvez aussi les captations vidéo des éditions précédentes.

→ [www.curiosphere.tv/agir-echec-scolaire](http://www.curiosphere.tv/agir-echec-scolaire) la webtv éducative de France Télévisions, propose un site pérenne « Agir contre l'échec scolaire » avec près de 150 vidéos qui donnent la parole aux experts et acteurs de terrain et des dizaines de dossiers pour comprendre et agir, au sein de l'école, comme à la maison.

## Repères

## UNE DÉMOCRATISATION INCOMPLÈTE

Les parcours scolaires des élèves de milieu populaire ont évolué, en corrélation avec des ambitions scolaires familiales qui se sont elles-mêmes décuplées.

En une trentaine d'années, la part des enfants d'ouvriers qui décrochent un bac général a doublé, passant de 11 % parmi les élèves sortant de CM2 en 1962 à 23% chez ceux qui entrent en sixième en 1989. Mais la démocratisation scolaire est loin d'être accomplie : les bacs généraux sont obtenus dans une même génération par moins de 20 % des enfants d'ouvriers et plus de 70 % des enfants de cadres. (Source Panel MEN DEPP 1989)

## DES COURS PARTICULIERS DÈS LA MATERNELLE...

Selon un sondage CSA La Croix réalisé en 2005, 28 % des parents confient avoir payé des cours particuliers à leurs enfants, dont 5 % dès la maternelle. 80 % des parents se disent prêts à y recourir en cas de besoin.

## ... ET DES PARENTS STRESSÉS

Selon un sondage de l'Institut CSA réalisé en 2009 sur la perception du stress à l'école par les parents, ils sont 52 % des parents sondés à se sentir stressés par la réussite scolaire de leurs enfants.

## Pour aller + loin

## LIVRES

Pierre Périer, *École et familles populaires. Sociologie d'un différend*, Presses universitaires de Rennes, 2005.

Tristan Pouallec, *Le Diplôme, arme des faibles. Les familles ouvrières et l'école*, La Dispute, 2010.

## DVD

*C'est même pas le même regard. Familles, école, grande pauvreté : dénouer les nœuds d'incompréhension*, DVD réalisés par ATD Quart Monde, l'UFM de Bretagne, le rectorat d'académie, l'université Rennes 2 et le CRDP de Bretagne

La Journée du Refus de l'Échec Scolaire est organisée par :



Avec :



Et un important réseau de partenaires :



Sous le parrainage de :



## JOURNÉE DU REFUS DE L'ÉCHEC SCOLAIRE

PRÉSENTATION ÉVÉNEMENTS PARRAINS BAROMÈTRE PARTENAIRES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES

Des événements organisés à travers la France et en Belgique

La quatrième Journée du refus de l'échec scolaire va permettre l'organisation de multiples initiatives en France métropolitaine :

- des rencontres-débats avec l'ensemble des acteurs éducatifs du territoire pour discuter des causes de l'échec scolaire et des solutions à mettre en oeuvre.
- des temps d'échanges entre collégiens et enseignants, pour parler du climat scolaire quelques semaines après la rentrée.
- des événements publics : happenings, manifestations... pour mieux sensibiliser l'opinion publique à la problématique de l'échec scolaire et aux enjeux pour notre société.

✉ **Contacts Afev**

Pour en savoir plus sur les événements organisés par les antennes locales de l'Afev, prenez directement contact avec nos poles.

→ SOLIDAIRES ICI ET AILLEURS

## DES ÉTUDIANTS DANS LA VILLE

DANS TROIS CITÉS UNIVERSITAIRES DE PARIS, LES RÉSIDENTS ORGANISENT DES ACTIVITÉS POUR CRÉER DES SOLIDARITÉS ENTRE ÉTUDIANTS ET AVEC LE QUARTIER.



Comment, dans une résidence universitaire de 400 places, rencontrer ses voisins étudiants ? Pas évident quand on arrive dans une nouvelle ville, à même pas 20 ans, pour y débiter ses études... C'est sur ce constat d'isolement d'un certain nombre de jeunes en « Cité U » que l'Afev a lancé à la rentrée 2010 un projet dans trois résidences du nord de Paris (18e et 19e arrondissement), gérées par le CROUS et par l'organisme Espacil. « Une première enquête en porte-à-porte nous a permis de cerner ce que les étudiants

attendaient : beaucoup regrettaient de ne pas connaître le quartier où ils vivaient, d'autres le manque d'activités à proximité, certains même disaient ne pas se sentir en sécurité, résume Haydée Canillac, chargée de développement local de l'Afev à Paris. Dans un deuxième temps, nous avons organisé des pots d'accueil pour que les étudiants intéressés se rencontrent et imaginent les animations qu'ils aimeraient mettre en place. »

### REPAS EN COMMUN

Signe de l'attente suscitée par le projet Afev, entre 30 et 40 étudiants, soit 10 à 20% des effectifs de chaque résidence, participent à ces pots d'accueil. Des pages Facebook sont créées, des mailing lists constituées, pour toucher un maximum d'étudiants. Les idées d'activités se concrétisent très vite : cours de salsa, repas à thème, expos des œuvres des résidents, soirées poker... Une ou plusieurs dizaines de participants à chaque fois, avec un succès qui ne se dément pas durant l'année. Parmi les étudiants les plus impliqués, Flemata a été à l'initiative de repas en commun

et de cours de fitness : « L'Afev nous a aidé à monter des projets que l'on a envie de faire mais sans savoir s'y prendre, elle nous a aidé à mobiliser et organiser des réunions. Cela nous a permis de rencontrer nos voisins et de se faire de nouveaux amis. »

### LE DISPOSITIF DÉJÀ ÉTENDU

Seul petit bémol relevé par Haydée Canillac : « Les initiatives en direction du quartier ont été encore peu nombreuses. Il y a eu des moments sympas, comme ces matchs de foot avec les jeunes du quartier dans le 18e arrondissement, mais on peut faire plus, en s'appuyant sur les ressources des quartiers. » Le bilan reste cependant si positif qu'il a été demandé à l'Afev, en cette rentrée 2011, d'étendre le dispositif dans le 13e arrondissement de Paris et à Rennes. Quant à Flemata, elle aussi entend prolonger l'aventure : « J'aimerais bien faire des soirées projections cette année prochaine, et plus de dîners ! »

PAUL FALZON-MONFERRAN

→ TOUS ACTEURS DES QUARTIERS



## LES BUS DE LA CITOYENNETÉ

POUR PRÉVENIR LES INCIVILITÉS LORS DES TRAJETS SCOLAIRES, DES COLLÉGIENS MONTENT UNE ACTION DE SENSIBILISATION POUR LES AUTRES ÉLÈVES.

Quand l'équipe de l'Afev rencontre la Société de transport de l'agglomération stéphanoise (STAS) en début d'année dernière, un sujet vient vite sur la table : les incivilités à bord des bus scolaires et l'envie qu'enfants, chauffeurs et autres passagers puissent voyager dans un climat plus serein. Le projet prend forme au collège Marc Séguin dans le quartier Montreynaud, avec un groupe « Tous acteurs des Quartiers » (TAQ) d'une vingtaine d'élèves de 4e et 3e.

« Autant que de prévenir les incivilités, l'objectif est de travailler avec ces jeunes sur ce qu'apporte la mobilité dans leur vie : se rendre en centre-ville, profiter des installations culturelles ou sportives d'autres quartiers... », explique Alice Brunetto, chargée de développement local de l'Afev à Saint-Etienne. Les jeunes sont amenés à exprimer leurs idées puis, avec l'aide de cinq bénévoles de l'association et de deux agents de médiation de la STAS, à organiser une journée de visite de la ville en bus.

Super après-midi de découverte qui est aussi l'occasion pour les collégiens de réfléchir aux règles de vie dans les transports, en dehors des trajets scolaires. S'il est difficile de mesurer l'efficacité du projet en termes de prévention des incivilités, Afev et STAS se félicitent déjà du changement d'ambiance dans les bus scolaires : « Au fil des mois, les agents de médiation ont découvert la capacité d'expression et d'initiative des jeunes, tandis que les collégiens, impliqués ou non dans le projet, se sont habitués à les voir toutes les semaines au collège : cela a changé les relations », résume Alice Brunetto.

Reconduit cette année, le groupe TAQ veut toucher plus directement les autres collégiens, et pense notamment à organiser une séance de théâtre-forum pour sensibiliser les élèves de 6e.

PAUL FALZON-MONFERRAN

→ INITIATIVES

## JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

PORTÉE PAR ATQ QUART-MONDE.

La mobilisation du 17 octobre veut mettre en lumière les conséquences de la pauvreté sur la scolarité. Jeux, théâtre-forum et débats sont au programme du rassemblement organisé à Paris place du Trocadéro.

Tous les événements :

→ [www.refuserlamisere.org](http://www.refuserlamisere.org)

## ASSISES DE LA PÉDAGOGIE

12 DÉBATS, 12 PROPOSITIONS POUR 2012

Les 24 et 25 octobre prochains à Paris (12<sup>e</sup>), le CRAP-Cahiers pédagogiques organise tables rondes et ateliers pour une école plus juste et plus efficace.

Renseignements et inscriptions :

→ [www.cahiers-pedagogiques.com](http://www.cahiers-pedagogiques.com)

## DÉCLARATION DES RECRUTEURS

LE 1<sup>ER</sup> JUIN 2011, LORS DU SÉMINAIRE « RECRUTER AUTREMENT », L'AFEV A ANNONCÉ LE LANCEMENT D'UNE « DÉCLARATION DES RECRUTEURS ».

Un texte qui s'adresse aux dirigeants et responsables exerçant une fonction de recruteurs dans une organisation, aussi bien publique que privée, dans le secteur marchand ou non, et quelque soit la branche ou taille de la structure.

Les signataires s'engagent à prendre en compte la reconnaissance de la citoyenneté et de l'engagement dans leurs critères de recrutement.

Signez et diffusez cette déclaration :

→ [www.recruterautrement.org](http://www.recruterautrement.org)

## Hypertexte

## Démocratie verte?

DOMINIQUE BOURG ET KERRY WHITESIDE, VERS UNE DÉMOCRATIE ÉCOLOGIQUE, LA RÉPUBLIQUE DES IDÉES - 2010

Tout en reconnaissant le caractère très utopique des propositions formulées par les auteurs à la fin de cet ouvrage, nous pouvons néanmoins reconnaître l'originalité de leur analyse. Ils militent pour l'avènement d'une « démocratie écologique » en interrogeant plus largement l'efficacité et les fondements actuels du modèle politique de la démocratie représentative.

Selon eux, nos institutions ne sont plus adaptées à la nouvelle donne écologique. Ils considèrent que le 18<sup>ème</sup> siècle a été marqué par la « question politique », le 19<sup>ème</sup> par la « question sociale » alors que le 20<sup>ème</sup> et le début du 21<sup>ème</sup> doivent relever le défi de la « question naturelle ».



Cet enjeu est d'autant plus complexe que ses caractéristiques sont en contradiction avec la réalité de la démocratie représentative telle que nous l'avons : le rapport à l'espace, l'invisibilité des problèmes, leur imprévisibilité, la dimension temporelle et la difficulté à qualifier précisément les dérèglements écologiques.

Pour nos deux auteurs, les mandats des élus sont trop dépendants de contingences de court terme. Ils considèrent qu'ils tirent leur légitimité d'espaces politiques nationaux ou locaux trop étroits au regard de la nature planétaire des crises liées à la dégradation des milieux et à la raréfaction des ressources énergétiques.

Ainsi, « nos institutions sont devenues incapables d'affronter l'état du monde tel que les dernières décennies l'ont façonné ». Pour eux, il ne s'agit pas de faire disparaître les institutions représentatives mais de les « complexifier et leur en adjoindre d'autres ». Ils proposent d'imaginer un modèle de représentation moderne qui mettrait moins à distance la participation citoyenne mais au contraire l'étendrait et la stimulerait. Pour cela, les représentants de la société civile organisée (associations, ONG...) doivent entretenir des rapports nouveaux avec la sphère politique plus pédagogiques, plus participatifs et plus réflexifs.

Ainsi, « nos institutions sont devenues incapables d'affronter l'état du monde tel que les dernières décennies l'ont façonné ». Pour eux, il ne s'agit pas de faire disparaître les institutions représentatives mais de les « complexifier et leur en adjoindre d'autres ». Ils proposent d'imaginer un modèle de représentation moderne qui mettrait moins à distance la participation citoyenne mais au contraire l'étendrait et la stimulerait. Pour cela, les représentants de la société civile organisée (associations, ONG...) doivent entretenir des rapports nouveaux avec la sphère politique plus pédagogiques, plus participatifs et plus réflexifs.



JÉRÔME STURLA  
Chargé de Mission à l'Afev

## C'est pas trop dur ?

# Où sont passées les émeutes de 2005 ?

Un jour de mai dernier, alors que j'étudiais le passage de la mort de Gavroche dans *Les Misérables*, alors que par ailleurs l'actualité nous plongeait dans le « printemps arabe », j'ai tenté d'expliquer aux élèves les distinctions entre révolte, révolution, insurrection, émeutes, etc. C'est ainsi qu'au détour d'une phrase j'ai évoqué, comme une évidence, les « événements » de novembre 2005. Mais là, à ma grande surprise, je me suis retrouvée face à une classe médusée, pour ne pas dire indifférente... On voit pas trop de quoi vous parlez madame, on était trop petits... J'ai tenté de leur rafraîchir la mémoire : mais enfin les jeunes, les deux morts de Clichy-sous-Bois, les voitures brûlées, les tensions dans les quartiers... Non, vraiment, ça ne leur disait pas grand chose. Tout juste pouvaient-ils rattacher cela à des images à la télé, et bien sûr aux désormais célèbres « racaille » et « Kärcher »...

Ce jour-là, j'ai accusé le coup. D'abord, parce que je me suis vue, au même poste, face aux mêmes jeunes (c'est dur d'être prof, ils ont toujours le même âge pendant qu'on vieillit à vue d'oeil !), il y a six ans, vivre au jour le jour cette brûlante actualité : pour moi, c'était hier. Et puis parce que je me souviens de l'intensité de nos impressions : nous autres, enseignants, militants, sociologues ou autres journalistes... nous en étions convaincus : il y aurait un avant et un après 2005. Je me souviens du désespoir de constater que les quartiers s'en prenaient d'abord à eux-mêmes, que les jeunes encourageaient ainsi des discours douteux, que la violence illisible se substituait à un mouvement organisé et politisé, qu'on s'en prenait à des écoles et autres symboles de la République.

Mais je me souviens aussi de tous les espoirs que cette période avait fait naître : il ne fallait pas rester immobiles, il ne fallait pas que le seul discours que l'on retienne de ces événements soit la violence, l'anarchie du ghetto. Tout cela avait forcément un sens ! Une nouvelle conscience collective allait émerger, une identité des quartiers, visible, forcément visible, enfin ! On s'est lancés dans des expérimentations pédagogiques qui partaient de Clichy pour nous mener à l'autre bout du monde, associant les grandes écoles, les entreprises, les associations, les médias. Nous voulions apporter une réponse éducative à ce que nous avons lu comme un message, nous ne voulions pas désertier. Des mots sont devenus, on le sait, incontournables : la diversité, l'égalité des chances, la responsabilité sociétale. La jeunesse, et plus précisément la jeunesse des « banlieues », avait rappelé à la France qu'elle existait. Il fallait faire la part des choses entre violence et révolte légitime, et peut-être une nouvelle génération politique allait-elle enfin prendre sa place, ailleurs que dans les vitrines gouvernementales.

Mais quand j'ai regardé mes élèves, à un an d'une échéance présidentielle qui pour certains sera leur première en tant qu'électeurs ; quand j'ai constaté que de ce qui était apparu à tous les observateurs comme un événement majeur ils n'avaient nulle mémoire vivace, intime ; je me suis demandée si nous n'avions pas tout simplement pris nos propres désirs pour leur réalité.

On dit la jeunesse rebelle, révoltée, rêveuse. On imagine l'adolescence fiévreuse, hostile et idéaliste. On décrit la « banlieue » comme passionnée, insurrectionnelle, explosive. Si seulement c'était vrai. Si seulement on ne leur avait pas pris cela aussi.



Cette tribune libre a été écrite par  
**NATHALIE BROUX,**  
Professeure  
au lycée Jacques-Feyder  
à Épinay-sur-Seine (93)

**ÉTUDIANTS SOLIDAIRES**

**2 HEURES PAR SEMAINE,  
DEVIENS'ÉTUDIANT  
SOLIDAIRE,**

**ACCOMPAGNE UN JEUNE**

→ [www.afev.org](http://www.afev.org)



### → TÉMOIGNAGES



BEAUCOUP PLUS QUE DE « L'ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE »

→ **SERVANNE**

21 ans, bénévole à Brest

L'Afev c'est beaucoup plus que de « l'accompagnement scolaire », ce sont des relations qui se tissent entre un enfant et un étudiant, mais aussi avec la famille et l'équipe de l'Afev (bénévoles et salariés). On s'enrichit tous mutuellement.



IL A REPRIS  
CONFIANCE

→ **MAMADOU**

25 ans, bénévole à Lyon

Avant de rencontrer l'enfant que j'aide, je pensais que nos relations allaient se résumer à des séances d'aide aux devoirs. En le rencontrant, j'ai découvert un enfant timide. C'est vrai qu'il avait quelques difficultés à l'école mais il avait davantage besoin de vaincre la peur qui régnait en lui. Avec les sorties au musée, à la bibliothèque, au ciné... Il a repris confiance. Il a compris qu'il était capable de réussir à l'école.



ENVIE DE FAIRE BOUGER  
LES CHOSES !

→ **RENÉE**

18 ans, bénévole à Marseille

Cet accompagnement a été une expérience stimulante qui m'a permis d'agir, de faire ma part, de faire bouger les choses. Et cela, dans un environnement convivial et très structuré où on n'est pas laissé seul face à l'enfant.



Avec le soutien de :



**VOLONTAIRES ! N°27 | SEPT-OCT 2011**

Publié par l'Afev - 26 bis, rue de Château Landon 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : [pole.national@afev.org](mailto:pole.national@afev.org) - Directrice de la publication : Nathalie Ménard - Coordination, rédaction, réalisation : Paul Falzon-Monferran, Marylise Hédin, Eunice Mangado-Lunetta, Christophe Paris, Elise Renaudin, Nathalie Broux et Jérôme Sturla - Crédits photographiques : D.R., Sébastien Jourdan - Conception Graphique : Génaro Studio (Lyon) - Maquette/PAO : Marylise Hédin - Impression : Rotimpres - [www.rotimpres.com](http://www.rotimpres.com) - ISSN 17654408